



Conseil économique et social

Distr. générale
17 février 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2016

New York, 25 janvier-3 février et 16 février 2016

Résumé

À sa session ordinaire de 2016, qui s'est tenue du 25 janvier au 3 février et le 16 février 2016, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 475 demandes d'admission au statut consultatif, dont 200 demandes dont il avait reporté l'examen à des sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 206 organisations, a reporté l'examen de 245 demandes à la reprise de sa session de 2016 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 23 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de six demandes de reclassement, dont il a décidé de reporter l'examen. Il a examiné neuf demandes de changement de nom, a pris acte de cinq d'entre elles et a reporté l'examen des quatre autres. Il était également saisi de 451 rapports quadriennaux et a pris note de 361 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 20 des 40 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient quatre projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 206 organisations non gouvernementales;
- b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de cinq organisations non gouvernementales;



c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 361 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés;

d) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 23 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives;

e) De clore l'examen de la demande d'admission au statut consultatif présentée par l'organisation non gouvernementale Khmers Kampuchea-Krom Federation.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil économique et social prendrait note des demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif une organisation non gouvernementale qui a présenté son rapport quadriennal resté jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.	4
Projet de décision II	
Demande de retrait du statut consultatif	23
Projet de décision III	
Réadmission au statut consultatif d'une organisation non gouvernementale qui a présenté son rapport quadriennal en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil.	23
Projet de décision IV	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2016	23
II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	23
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures	24
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement	33
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	43
A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité.	43
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	45
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	47
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	47
VI. Examen des rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	47
VII. Organisation de la session	48
A. Ouverture et durée de la session	48
B. Participation	48
C. Élection du Bureau	48
D. Ordre du jour	48
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2016	50

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 206 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

ABAAD Resource Center for Gender Equality

Acclaim Otago

ACHE Internacional

Action communautaire femme et enfant

Action jeunesse pour le développement

Action on Smoking and Health

Action pour la protection des droits de l'homme en Mauritanie

Action pour le développement humain au Congo

African Australian Network

Agency for Health and Food Security

Al Manarah – Association for Arab Persons with Disabilities

Al-Ayn Social Care Foundation

Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement

All-Russian social movement « Association of Finno-Ugric peoples of the Russian Federation »

American Academy of Pediatrics

American Arabic Academy of Science and Technology

American Middle East Christians Congress

ANAJA – l'Éternel a répondu

Ariel Foundation International

Asian Association for Public Administration

Asian Disaster Preparedness Center

Asociación Hispano-Nigeriana para el Desarrollo Industrial y Comercial
Asociația Obștească « Centrul Ecologic-Recuperare, Reciclare, Reintegrare »
Association aide aux femmes et enfants
Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul
Association des étudiants tamouls de France
Association des fabricants européens de munitions de sport
Association du développement et de la promotion de droits de l’homme
Association for the Protection of Women and Children’s Rights
Association Genèse
Association locale pour le développement intégral
Association malienne de savoir construire
Association mauritanienne pour la promotion des droits de l’homme
Association nationale de promotion et de protection des droits de l’homme
« Association of Women with University Education » Social Organization
Association pour le développement humain en Mauritanie
Australian Drug Foundation
Azerbaijani American Cultural Association
Bakhter Development Network
Bangladesh Support Group
Barzani Charity Foundation
Behinderung und Entwicklungszusammenarbeit
Beijing Non-Governmental Organization Association for International Exchanges
British Nuclear Tests Veterans Association
Buddies Association of Volunteers for Orphans, Disabled and Abandoned Children
Bulgarian Gender Research Foundation
Bureau pour la croissance intégrale et la dignité de l’enfant
Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan
Center of Civil Initiatives Support
Centre d’accompagnement des filles désœuvrées
Change Human’s Life
Children’s Investment Fund Foundation (United Kingdom)
Christian Associations of Italian Laborers (USA)

Climate Change Excellence Africa
Coastal Association for Social Transformation Trust
College of the Atlantic
Community Systems Foundation
Compass Housing Services
Conquer Nepal
Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme
Corporación Cultural Nueva Acrópolis Chile
« Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud
Covenant International University and Seminary
Days for Girls International
Death Penalty Project
Development of Humane Action Foundation
Diplomatici
Disability Association of Tavana
Diversity Living Services
Earth Charter Associates
Enable India
Engineers without Borders – International
Engineers without Borders USA
Ensemble contre la peine de mort
Ethnic Community Development Organization
Fédération internationale des organisations de donneurs de sang
Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko
Fondation Ngangambi
Fondation One Drop
Fondation Tamukwidi Matiti Donatien
Fondazione Rosselli
Forum européen pour les Roms et les gens du voyage
Foundation for the Study of Democracy and Geopolitics
France volontaires
FreeMuslim Association
Fundación Lobbying Social

Fundación Novia Salcedo
Fundamental Human Rights and Rural Development
Generación Par
Geneva Consensus Foundation
Global Civic Sharing
Global Mass Community (Welfare Organization)
Global Millennium Development Foundation
Global Millennium International
Global Youth Organization
Güçsüzler Yurdu Sakinleri Koruma Yardımlaşma Dayanışma Eğitim ve Kültür Derneği
Haitelmex Foundation
Human Rights Observers
Human Rights Sanrakshan Sansthaa
Humanic Relief – Menschen Hilfswerk
India Media Centre
India Water Foundation
Indian Trust for Rural Heritage and Development
Initiative d’opposition contre les discours extrémistes
Initiative féministe européenne
Insan Dost Association
Institut de Drets Humans de Catalunya
Institute for Human Rights and Business
Institute for Security and Safety
Instituto de Desenvolvimento e Direitos Humanos
Instituto Igarapé
International Detention Coalition
International Dialogue for Environmental Action
International Federation of the Blue Cross
International Health Council
International Human Rights Commission Relief Fund Trust
International Young Professionals Foundation
Internationale Gemeinschaft für die Unterstützung von Kriegsopfern
Intersections International Initiative

Iraqi Society for Emergency Medicine
Isät lasten asialla
Japan Federation of Democratic Medical Institutions
Japan NGO Center for International Cooperation
JCall – European Jewish Call for Reason
Jeevan Jyothi Charitable Trust
Kapo Seba Sangha
Karna-Subarna Welfare Society
Kaushalya Gramodyog Sansthan
Kirkon Ulkomaanavun Säätiö
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali
Kuwaiti Association for Learning Differences
Leadership Foundation
Leah Charity Foundation
Los Angeles Community Action Network
Ludwig Boltzmann Institut für Menschenrechte – Forschungsverein
Luxembourg Income Study
Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights
Maiti Nepal
Malankara Social Service Society
March of Dimes Canada
Martial Arts Academy
Memory Trees Corporation
Microclinic International
Mouvement des jeunes pour le réveil et le développement
National Educational, Social and Traditional Knowledge Foundation
National Old Folks of Liberia
Network of Rural Women Producers
NGO Sustainability
NGOs Computer Literacy Shelter Welfare, Rawalpindi cantonment
Nimbus Foundation
Observatório Nacional de Segurança Viária e Veicular
ONG Aesadev Togo
Organization for Poverty Alleviation and Development

Orphan Charity Foundation
Pakistan Lions Youth Council Khanewal
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization
Palestine Sports for Life
Palestinian Center for Development and Media Freedoms
Partnership for Human Rights
Partnership for Justice
Phamous Vision
Plan International (United Kingdom)
Porini Welfare Association
Potohar Organization for Development Advocacy
Red, Paz, Integración y Desarrollo
Redemption Research for Health and Educational Development Society
Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement
(section Togo)
Réseau unité pour le développement de Mauritanie
Rural Development Foundation Global
Shah Maqem Trust
Shah Satnam Ji Green-S Welfare Force Wing
Shelter and Settlements Alternatives : Uganda Human Settlements Network
Sindh Graduates Association
Sister to Sister : One in the Spirit
Société coopérative des agriculteurs du Cameroun – AGRIPO
Sri Ramanuja Mission Trust
Sri Sri JSMD Sri Sharada Peetham, Sringeri
Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research and
Service
Stichting Soham Baba Mission
Stichting West European Confederation of Maritime Technology Societies
STUF United Fund
Sudanese Organization for Combating Violence against Women and Child
Sukyo Mahikari
Takal Welfare Organization
TERRE Policy Centre

The MILLA Project
Tort for Torture Victims Centre
Total Quality Management Magazine
True Worth Foundation
United Iraqi Medical Society for Relief and Development
US-Africa Synergy
USC Canada
Vision GRAM-International
WASH Network
WEConnect International
West Africa Centre for Peace Foundation
Women for Water Partnership
Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing
World Mission Good Seed
World Wide Web Foundation
Yayasan Dompot Dhuafa Republika
Young African Leaders Initiative
Youth Development of Congo
Youth for Community, Academic and Development Services
Youth Organizations for Drug Action
Zaka Rescue and Recovery

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des cinq organisations non gouvernementales suivantes :

Global Action against Poverty (statut consultatif spécial, 1995) en Fracarita International

Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant (statut consultatif spécial, 2011) en Child Rights Connect

Rehabilitation and Research Centre of Torture Victims (statut consultatif spécial, 2008) en Dignity – Danish Institute against Torture

Scientific Association of Youth Political Scientists (statut consultatif spécial, 2014) en Hellenic Association of Political Scientists

World Society for the Protection of Animals (statut consultatif général, 2013) en World Animal Protection

c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 361 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

5th Pillar

ABANTU for Development

Abibimman Foundation

Academy for Future Science

Action des chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda

Action Health Incorporated

Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Africa Development Interchange Network

African Action on AIDS

African Association of Education for Development

African Youth for Transparency

Africans Unite against Child Abuse

Afromedianet

Agewell Foundation

Aide internationale pour l'enfance

AIDS Foundation East-West

ALDET Centre (Saint Lucia)

Al-Hakim Foundation

All China Women's Federation

All India Women's Education Fund Association

All Pakistan Women's Association

Alliance Forum Foundation

All-Russian Social Fund « The Russian Children Foundation »

American Conservative Union

American Indian Law Alliance

American Youth Understanding Diabetes Abroad

Amigos do Protocolo de Kyoto

Antiviolence Center

AquaFed : International Federation of Private Water Operators

Armenian Constitutional Right-Protective Centre

¹ Les rapports concernent la période 2011-2014, sauf indication contraire entre parenthèses.

Asayesefid White Cane
Asia Pacific Women's Watch
Asian Centre for Organization Research and Development
Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio
Asociación Cubana de las Naciones Unidas
Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo
Asociación Dominicana de las Naciones Unidas
Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raices
Association burkinabé pour la survie de l'enfance
Association de défense des droits de l'homme
Association de la jeunesse congolaise pour le développement
Association des consommateurs de télécommunication de Côte d'Ivoire
Association femmes soleil d'Haïti
Association for Emissions Control by Catalyst
Association for Reproductive and Family Health
Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles
Association mauritanienne pour la promotion du droit
Association mondiale de psychanalyse du champ freudien
Association nationale Al Hidn
Association of United Families International
Association of War-Affected Women
Association of World Reindeer Herders
Association pour le développement économique, social, environnemental du nord
Associazione IRENE
Assyrian Aid Society (Iraq)
Athletes United for Peace
Aube nouvelle pour la femme et le développement
Bahrain Women Society
Bangladesh Nari Progati Sangha
Bangwe et dialogue
Behnam Daheshpour Charity Organization
Beijing Children's Legal Aid and Research Center
Beijing Zhicheng Migrant Workers' Legal Aid and Research Center

Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur
Cameroun terre nouvelle
Campaign Life Coalition
Canadian Centre on Substance Abuse
CARE International
Caribbean Medical Association
Center for Alcohol and Drug Research and Education
Center for Economic and Social Rights
Center for Global Community and World Law
Center for Inter-ethnic Cooperation
Center for International Earth Science Information Network
Center for Regional Policy Research and Cooperation « Studiorum »
Centre d'accueil et de volontariat pour orphelins, abandonnés et handicapés du Cameroun
Centre for International Sustainable Development Law
Centro de Estudios Sobre la Juventud
Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité
Child Development Foundation
Child Helpline International
Childlink Foundation
Children of the World : Regional Public Charitable Fund of Assistance to Cultural and Sports Development of Children and Young People
Children's Human Rights Centre of Albania
China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture
China Energy Fund Committee
China Great Wall Society
China Green Foundation
China International Public Relations Association
Chinese Association for International Understanding
Christian Legal Fellowship
CIDSE
CITYNET: Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements
Civil Society Legislative Advocacy Centre
CLIPSAS

Colombian Commission of Jurists
Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos
« Capaj »
Comité Español de Representantes de Personas con Discapacidad
Comité français pour l’Afrique du Sud
Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l’homme
Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul
Concern for Environmental Development and Research
Concern Worldwide US
Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito
Conservation Force
Coordinating Board of Jewish Organizations
Corrections India
Council for American Students in International Negotiations
Council for International Development
Crowley Children’s Fund
David M. Kennedy Center for International Studies
Daytop Village Foundation
Development Alternatives with Women for a New Era
DEVNET Association
Dianova International
Disabled Peoples’ International
Dominican Union of Journalists for Peace
Drammeh Institute
Drug Prevention Network of Canada
Du pain pour chaque enfant
Earthjustice
Egyptian Center for Women’s Rights
Ensemble luttons contre le sida
Environmental Management for Livelihood Improvement – Bwaise Facility
Environmental Women’s Assembly
Equidad de Género : Ciudadanía, Trabajo y Familia
Espace Afrique International
Ethics and Religious Liberty Commission of the Southern Baptist Convention

Euromontana
European Disability Forum
European Transport Safety Council
European Youth Forum
Fairtrade Labelling Organizations International
Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social, Ecológica y Cultural
Federal Union of European Nationalities
Federation for Women and Family Planning
Federation of Saskatchewan Indian Nations
Finland National Committee for UN-Women
Fondation Congo Assistance
Fondation Humanus
Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale
Forum Azzahrae pour la femme marocaine
Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation
Foundation for Research on Technology Migration and Integration
Foundation for the Development of Knowledge Suma Veritas
Foundation Projekta for Women and Development Services
Framework Convention Alliance for Tobacco Control
Fund of Aid for Youth
Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre
Fundación Atenea Grupo
Fundación Diagrama : Intervención Psicosocial
German Foundation for World Population
Gic technologies nouvelles au Cameroun
Girl Scouts of the United States of America
Global Action against Poverty
Global Exchange
Global Justice Center
Global Volunteers
Globe International
Globetree

Good People International
Grand Triangle
Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant
Grupo de Información en Reproducción Elegida
Gulf Research Center Foundation
Habitat for Humanity International
Handicap International
Hariri Foundation for Sustainable Human Development
Helios Life Association
HelpAge International
High Atlas Foundation
Himalayan Research and Cultural Foundation
Hong Kong Council of Social Service
Howard Center for Family, Religion and Society
Human Appeal International
Human Relief Foundation
Human Rights Congress for Bangladesh Minorities
Human Rights Council of Australia
Human Rights Defence Centre
Human Rights Law Centre
Human Rights League of the Horn of Africa
Human Rights National Circle
Hydroaid Water for Development Institute
Ilingwesi Afya Program
Institute for International Urban Development
Institute for Women's Studies and Research
Institute of Noahide Code
Institute on Human Rights and the Holocaust
Instituto para la Participación y el Desarrollo-INPADE
International Action Network on Small Arms
International Administrative Science Association
International Alert
International Alliance of Women
International Art and Technology Cooperation Organization

International Association against Torture
International Association for the Defence of Religious Liberty
International Association for Water Law
International Association of Charities
International Association of Jewish Lawyers and Jurists
International Association of Lawyers against Nuclear Arms
International Association of Peace Messenger Cities
International Association of Schools of Social Work
International Bureau for Epilepsy
International Campaign to Ban Landmines
International Center for Alcohol Policies
International Center for Not-for-Profit Law
International Christian Organisation of the Media
International Committee for the Indigenous Peoples of the Americas
International Confederation of the Society of St. Vincent de Paul
International Corrections and Prisons Association for the Advancement of Professional Corrections
International Council for Adult Education
International Council of Women
International Ecological Safety Cooperative Organization
International Federation for Family Development
International Federation of ACAT
International Federation of Associations of the Elderly
International Federation of Business and Professional Women
International Federation of Medical Students Associations
International Federation of Psoriasis Associations
International Federation of Social Workers
International Federation of University Women
International Federation on Ageing
International Human Rights Observer
International Indian Treaty Council
International Informatization Academy
International Institute for Child Protection
International Institute for Non-Aligned Studies

International Institute for the Rights of the Child
International Islamic Committee for Woman and Child
International Islamic Relief Organization
International Jurists Organisation
International Juvenile Justice Observatory
International Kolping Society
International Law Association
International Lesbian and Gay Association
International Motor Vehicle Inspection Committee
International Movement ATD Fourth World
International Multiracial Shared Cultural Organization
International Muslim Women's Union
International Network for the Prevention of Elder Abuse
International Network of Basin Organizations
International Network of Liberal Women
International Ocean Institute
International Ontopsychology Association
International Organization for Standardization
International Planned Parenthood Federation (Europe Region)
International Police Executive Symposium
International Real Estate Federation
International Religious Liberty Association
International Rescue Committee
International Road Safety
International Samaritan
International Sociological Association
International Statistical Institute
International Touring Alliance
International Volunteerism Organization for Women, Education and Development
International Women's Health Coalition
Inter-Press Service International Association
IOGT International
Isfahan Human Rights and Development Organization

Japan Federation of Bar Associations
Japan National Committee for UN-Women
Join Together Society Korea
Jubilee Campaign
Junior Chamber International
Kikandwa Rural Communities Development Organization
L'auravetli'an Information and Education Network of Indigenous People
Lama Gangchen World Peace Foundation
Latter-Day Saint Charities
Legião da Boa Vontade
Liberal International
Life Ethics Educational Association
Life for Relief and Development
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme
Livelihood NGO
Madre
Mayors for Peace
Mercy-USA for Aid and Development
Millennium Institute
Misión Mujer
Muhammadiyah Association
National Children's and Youth Law Centre
National Council of Child Rights Advocates, Nigeria (south-west zone)
National Council of Negro Women
National Council of Women of the United States
National Native Title Council
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families
National Women's Council of Catalonia
New Human Rights
New Japan Women's Association
New York County Lawyers' Association
Niger Delta Women's Movement for Peace and Development
Nord-Sud XXI

Objectif sciences international
OceanCare
OLPC Foundation
Order of St. John
Organisation nationale des donneurs de sang bénévoles
Organização das Famílias da Ásia e do Pacífico
Organización de Entidades Mutuales de las Américas (ODEMA)
Organization of Islamic Capitals and Cities
Oxfam Novib
Pacific Rim Institute for Development and Education
Pag-Aalay Ng Puso Foundation (Offering of the Heart Foundation)
Pan Pacific and South East Asia Women's Association of Thailand
PanAmerican-PanAfrican Association
Paz y Cooperación
Peace Action
Permanent Assembly for Human Rights
Plan International
Poverty Elimination and Community Education Foundation
Prasad Project
Program for Appropriate Technology in Health
Public International Law and Policy Group
Pugwash Conference on Science and World Affairs
Ramola Bhar Charitable Trust
Real Medicine Foundation
Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz AC
Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social
RESO-Femmes
Restoration World Outreach Ministries
Romanian Independent Society of Human Rights
Rural Community Development Program
Rural Development Centre
Rural Development Leadership Network
Sacro Militare Ordine Costantiniano di San Giorgio
Safari Club International Foundation

Safe Water Network
Salesian Missions
Salvation Army
Save a Child's Heart in Memory of Dr. Ami Cohen
Serve Train Educate People's Society
Service and Research Institute on Family and Children
Several Sources Foundation
Shanta Memorial Rehabilitation Centre
Shimin Gaikou Centre
Shohratgarh Environmental Society
Socialist International
Socialist International Women
Society for Development and Community Empowerment
Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment
Society for the Promotion of Youth and Masses
Society for the Psychological Study of Social Issues
Society for Upliftment of Masses
Sociologists for Women in Society
Soroptimist International of Europe
SOS Éducation
South Sudanese Women Christian Mission for Peace
Southern Diaspora Research and Development Center
Sucardif Association
Sudanese Women General Union
Surfrider Foundation Europe
Swedish Association for Sexuality Education
Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights
Syrian Center for Media and Freedom of Expression
Terre des Hommes fédération internationale
Third World Institute
Tribal Link Foundation
UDISHA
Udyama
Umid Support to Social Development Public Union

d) De clore, sans préjudice des nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 23 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Aides

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes Education Trust

Al-Dameer Association for Supporting Prisoners and Human Rights

All-Ukrainian Association of Civil Organizations « Union of Armenians of Ukraine »

American Medical Overseas Relief

American Society for Nutrition

Antigonish Women's Resource Centre and Sexual Assault Services Association

Arbeiter Samariter-Bund Deutschland

Bianca Jagger Human Rights Foundation

Collectif La Paix au Sri Lanka

Dalit Foundation – Ahmedabad

École de la paix

Education on Human Rights Public Association

Fondation des jeunes pour un développement durable

Global Partnership for Afghanistan

Health Squared

Little People of Kosovo

Maori Women's Welfare League

Medtronic Foundation

Mother Helpage (United Kingdom)

O.N.G Casa de Acogida La Esperanza

Uçan Süpürge Kadın iletişim ve Araştırma Derneği

Universal Cultural Society

e) De clore l'examen de la demande d'admission au statut consultatif présentée par l'organisation non gouvernementale Khmers Kampuchea-Krom Federation.

Projet de décision II
Demande de retrait du statut consultatif

Le Conseil économique et social prend acte de la demande de l'organisation non gouvernementale suivante, qui souhaite être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif en raison de sa dissolution :

Association of Former United Nations Industry and Development Experts

Projet de décision III
Réadmission au statut consultatif d'une organisation non gouvernementale qui a présenté son rapport quadriennal en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4, et rappelant sa décision 2014/223, de réadmettre au statut consultatif l'organisation non gouvernementale ci-après, qui a présenté son rapport quadriennal en souffrance :

International Press Institute (2010-2013)

Projet de décision IV
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2016

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2016.

II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 15^e séance, du 25 janvier au 3 février 2016. Il était saisi des documents suivants :

a) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2016/R.2 et E/C.2/2016/R.2/Add.1-27);

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité (E/C.2/2016/R.3);

c) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2015 (E/C.2/2016/CRP.1);

d) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2002 et 2015 (E/C.2/2016/CRP.2);

e) Mémorandum du Secrétaire général relatif aux demandes de reclassement dont le Comité a reporté l'examen à des sessions antérieures (E/C.2/2016/CRP.3);

f) Mémorandum du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2016/CRP.4);

g) Mémorandum du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen à une session antérieure (E/C.2/2016/CRP.5);

h) Mémorandum du Secrétaire général relatif à la demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être réadmise au statut consultatif, en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/C.2/2016/CRP.6);

i) Mémorandum du Secrétaire général relatif à la demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif (E/C.2/2016/CRP.7).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures », de sa 5^e à sa 9^e séance et à ses 14^e et 15^e séances, du 27 au 29 janvier et les 2 et 3 février 2016. Il a examiné 200 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen à des sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif à 54 organisations non gouvernementales [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Action on Smoking and Health

African Australian Network

Al-Ayn Social Care Foundation

Australian Drug Foundation

Azerbaijani American Cultural Association

Bangladesh Support Group

Behinderung und Entwicklungszusammenarbeit

Bulgarian Gender Research Foundation

Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan

Children's Investment Fund Foundation (United Kingdom)

Days for Girls International
Death Penalty Project
Earth Charter Associates
Engineers without Borders – International
Engineers Without Borders USA
Ensemble contre la peine de mort
Ethnic Community Development Organization
Forum européen pour les Roms et les gens du voyage
Fundación Novia Salcedo
Global Mass Community (Welfare Organization)
Human Rights Sanrakshan Sansthaa
India Media Centre
India Water Foundation
Initiative féministe européenne
Insan Dost Association
Institut de Drets Humans de Catalunya
Institute for Human Rights and Business
Instituto Igarapé
International Human Rights Commission Relief Fund Trust
Intersections International Initiative
Japan Federation of Democratic Medical Institutions
Kaushalya Gramodyog Sansthan
Kirkon Ulkomaanavun Säätiö
Leadership Foundation
Ludwig Boltzmann Institut für Menschenrechte – Forschungsverein
Luxembourg Income Study
Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights
NGOs Computer Literacy Shelter Welfare, Rawalpindi cantonment
Palestine Sports for Life
Plan International (United Kingdom)
Shah Maqem Trust
Shah Satnam Ji Green-S Welfare Force Wing
Sri Sri JSMD Sri Sharada Peetham, Sringeri
Stichting Soham Baba Mission

STUF United Fund
Sukyo Mahikari
Takal Welfare Organization
US-Africa Synergy
USC Canada
WEConnect International
West Africa Centre for Peace Foundation
Women for Water Partnership
Yayasan Dompot Dhuafa Republika
Zaka Rescue and Recovery

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 122 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2014 :

Access Now
Acton Institute for the Study of Religion and Liberty
Africa Unite
Afrikaanse Forum vir Burgerregte
Al-Marsad, the Arab Centre for Human Rights in the Golan Heights
Ambedkar Center for Justice and Peace
Article 36
Asia Center for Human Rights
Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana « Profamilia »
Aspen Institute
Association Concerning Sexual Violence against Women
Association for Human Rights and Solidarity with Oppressed People
– Mazlumder
Association for Trauma Outreach and Prevention
Association internationale de la libre pensée
Assyrian Aid Society of America
Assyrian National Congress
Avocats sans frontières
Bahrain Young Ladies Association
Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara
occidental

Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação Brasil
Catholic Agency for Overseas Development
Center for Constitutional Rights
Center for Media and Peace Initiative
Centre Zagros pour les droits de l'homme
Child Soldiers International
Christian Solidarity Worldwide
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie
Committee to Protect Journalists
Congrès national des Arméniens occidentaux
Conselho Indigenista Missionário
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience
Dansk Flygtningehjælp
Digital Opportunity Trust
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Droits de l'homme sans frontières
ECCO2 Corp
Egyptian Centre for Human Rights
Egyptian Judges' Club
Electronic Frontier Foundation
Elige : Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos
Eminence Associates for Social Development
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género
Eurasia Foundation
European Muslims League
F W de Klerk Foundation Trust
Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
Foundation for Sustainable Development
Fountain House
Gain International
Geneva Institute for Human Rights
Global Institute for Water, Environment and Health
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction
HealthNet International Transcultural Psychosocial Organization

Heavenly Shower of Peace Church of God
Helsinki Citizens' Assembly Vanadzor Office
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad
Human Aid UK
IDEAS Centre
Institute for Multi-track Diplomacy
International Association for Hospice and Palliative Care
International Association of Genocide Scholars
International Association of Independent Journalists
International Center for Work and Family
International Dalit Solidarity Network
International Police Commission Philippine Command Association
Interregional Non-governmental Organization « Committee against Torture »
Iran Human Rights Documentation Center
Islamic African Relief Agency
Islamic Help
James Madison University
Jeunesse Canada Monde – Canada World Youth
Jewish Renaissance Foundation
Korea Human Rights Foundation
Kuki Organization For Human Rights Trust
Lawfare Project
Legal Resources Centre
Let's Breakthrough
Liberia Youth Initiative for Peace and Sustainable Development
Light House
Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus
Mouvement de la paix
Muslim Aid
Muslim Hands
National Development Youth Club Jaran Wali Gali Poonch
National Secular Society
New Era Educational and Charitable Support Initiative
New Jersey Minority Educational Development

Nigerian Diaspora Youths Movement for Peace and Development International Organization
Oromia Support Group in Australia
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays
Peace Islands Institute
Population Matters
Profesionales por la Ética
Public Interest Advocacy Centre
Publication and Coordination Centre of Islamic Ideology and Sufism International
Red de Seguridad y Defensa de América Latina Asociación Civil
Rural Development Institute
Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association
Simons Foundation
Sindhi Adhikar Manch Association
Social Services Trust
Stichting Samenwerkingsverband IKV Pax Christi
Stichting War Child
Stiftung Wissenschaft und Politik
Survivor's Network of those Abused by Priests
Swadhikar
Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture
United Sikhs
V-Day Karama
Vietnamese Overseas Initiative for Conscience Empowerment
Virtual Activism
We Care for Humanity
Women Living under Muslim Laws International Solidarity Network
Women's Freedom Forum
Women's Initiative for Self-Actualization
Work In Progress
World Academy of Art and Science
World without Genocide
Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights

Youth Foundation of Bangladesh

Youth of European Nationalities

Youth Service America

Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO)

6. À sa 9^e séance, le 29 janvier, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation non gouvernementale Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO).

7. À la même séance, la représentante de la Turquie a posé des questions à l'organisation, puis le représentant de l'Arménie, participant aux travaux en qualité d'observateur, a fait une déclaration dans laquelle il a fait observer que, depuis la fin de l'année 2013, le Comité avait décidé à plusieurs sessions de reporter l'examen des demandes de deux organisations de la diaspora arménienne en raison des questions posées par deux membres du Comité, et a à nouveau demandé que la demande de l'organisation soit examinée dans un esprit constructif et en toute impartialité.

8. Le représentant de l'Azerbaïdjan a souligné que les membres du Comité exerçaient leurs fonctions en toute impartialité et que les questions posées avaient pour objet de demander des précisions aux organisations. La représentante de la Turquie a indiqué que la Turquie était résolument favorable à une participation active des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU et qu'elle avait toujours adopté une démarche impartiale et constructive dans l'évaluation de toutes les demandes d'admission au statut consultatif. Elle a ajouté que, quels que soient le nom et l'origine des organisations non gouvernementales, le seul critère retenu par la Turquie lors de l'examen des demandes était la conformité de ces organisations aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Khmers Kampuchea-Krom Federation

9. À sa 6^e séance, le 27 janvier, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation Khmers Kampuchea-Krom Federation.

10. À la même séance, le représentant de Cuba, s'exprimant aussi au nom des représentants du Nicaragua et de la République bolivarienne du Venezuela, a déclaré que la demande présentée par l'organisation Khmers Kampuchea-Krom Federation n'était pas conforme aux dispositions de la résolution 1996/31 étant donné que les objectifs de l'organisation étaient contraires au principe de l'intégrité territoriale d'un État membre, comme indiqué dans la note verbale adressée au Comité par le représentant du Vietnam, État doté du statut d'observateur, le 13 janvier 2016. Il a par conséquent demandé que le Comité envisage de clore l'examen de la demande de cette organisation.

11. La représentante des États-Unis d'Amérique a indiqué que sa délégation ne partageait pas les vues des représentants de Cuba, du Nicaragua et de la République bolivarienne du Venezuela du fait que le Comité avait l'obligation d'instaurer un dialogue ouvert avec les organisations. En réponse, le représentant de Cuba a déclaré qu'en raison de l'absence de consensus entre les membres du Comité, la

demande devrait faire l'objet d'un vote plus tard dans la semaine pour permettre aux délégations d'obtenir dans l'intervalle des instructions de leur capitale.

12. La délégation de la Fédération de Russie a déclaré que le Comité avait déjà examiné la demande de cette organisation et que le Conseil, allant à l'encontre de la recommandation du Comité, ne lui avait pas accordé le statut consultatif. Elle a ensuite posé plusieurs questions pour aider le Comité à déterminer si la position de l'organisation avait changé, ce qui permettrait de réexaminer sa demande. En réponse, la représentante des États-Unis a à nouveau demandé à entendre les représentants de l'organisation, et rappelé par la même occasion que le Comité avait recommandé que cette demande soit approuvée quelques années plus tôt mais que sa décision avait ensuite été annulée du fait de l'intervention d'un seul État Membre.

13. À la demande de la délégation cubaine, le vote a été reporté à une date ultérieure dans la semaine.

14. À la 6^e séance également, le Président a annoncé qu'un représentant de l'organisation non gouvernementale en question serait invité à participer à une séance de questions-réponses l'après-midi même. Cependant, comme un membre du Comité a fait appel de la décision du Président, ce dernier a déclaré que, conformément à l'article 43 du Règlement intérieur du Conseil économique et social, l'appel serait mis aux voix et la décision serait maintenue si elle n'était pas annulée par la majorité des membres présents et votants.

15. À sa 8^e séance, le 28 janvier, le Comité a procédé à un vote par appel nominal, et l'appel de la décision du Président a recueilli 13 voix pour et 4 voix contre, avec une abstention et un absent. L'appel a par conséquent été adopté.

16. Dix-huit des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Uruguay

Se sont abstenus :

Fédération de Russie

Étaient absents :

Guinée

17. Après le vote, le représentant des États-Unis a fait une déclaration dans laquelle il a estimé que le résultat du vote traduisait l'absence choquante de transparence qui régnait dans les travaux du Comité, puisque le fait de choisir de ne pas écouter l'organisation laissait entendre que le Comité réprimait la liberté d'expression et ne suivait pas la procédure régulière en décidant d'empêcher une organisation de répondre aux allégations. Il a même déclaré que la décision de ce comité envoyait un message particulièrement inquiétant, à savoir que la liberté d'expression était menacée à l'ONU. Le représentant de la Grèce a fait sien l'avis de la délégation américaine et s'est déclaré déçu du résultat du vote; il a estimé qu'il s'agissait d'une atteinte à la liberté d'expression et d'une tentative visant à réduire

au silence les organisations avec lesquelles les membres du Comité n'étaient pas d'accord.

18. Le représentant de l'Afrique du Sud a aussi fait une déclaration après le vote et a indiqué que son gouvernement croyait à la primauté du droit, à la centralité de la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, et qu'il n'appuierait donc pas l'accréditation auprès de l'ONU d'une organisation qui aurait pour objectif de porter atteinte au principe de l'intégrité territoriale d'un État, quel qu'il soit. L'Afrique du Sud rejetait l'idée selon laquelle la Charte et les principes du droit international pouvaient être subordonnés à l'exercice de la liberté d'expression. Cette dernière ne supplanterait jamais les principes fondamentaux sur lesquels l'Organisation des Nations Unies avait été bâtie.

19. Les représentants de l'Azerbaïdjan, de Cuba, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), du Nicaragua, du Soudan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont également pris la parole pour expliquer leur vote et souscrire à la position de l'Afrique du Sud.

20. La représentante de la Turquie a déclaré que, comme les critères d'examen des demandes d'organisations non gouvernementales étaient fondés sur les principes de la résolution 1996/31, il était important de déterminer si les organisations respectaient la Charte. C'était cette considération qui avait permis à la Turquie d'arrêter sa position. La représentante a indiqué qu'elle souhaitait voir consigner que, pour sa délégation, il ne s'agissait pas d'un vote sur la liberté d'expression.

21. À sa 10^e séance, le 29 janvier, le Comité a repris l'examen de la demande présentée par l'organisation Khmers Kampuchea-Krom Federation.

22. En réponse à la demande présentée à la 6^e séance du Comité, le 27 janvier, par le représentant de Cuba, qui souhaitait mettre aux voix le fait de clore l'examen de la demande, le Président a procédé au vote, conformément à l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

23. Le représentant des États-Unis a fait une déclaration avant le vote, conformément à l'article 62 du Règlement intérieur. Il a indiqué que c'était le même État Membre qui n'avait pas ménagé ses efforts pour contrer la recommandation du Comité lors de séances tenues quelques années plus tôt et qui s'employait aujourd'hui à priver l'organisation de la possibilité de répondre à des graves allégations. Il a noté qu'il serait prématuré de clore l'examen de cette demande alors qu'il n'avait été commencé que récemment et que le Comité n'avait pas encore donné à l'organisation la possibilité de répondre aux allégations. Il a également déclaré que les États-Unis estimaient que l'objectif de l'organisation était de promouvoir et protéger l'existence des Khmers Krom, de faire en sorte que leurs droits en tant que citoyens vietnamiens soient respectés, et de promouvoir et protéger la liberté de religion et les droits des minorités, notamment les droits linguistiques des Khmers Krom. Sa délégation s'opposerait donc au fait de clore l'examen de la demande.

24. Le Comité a recommandé de clore l'examen de la demande de l'organisation non gouvernementale en question à l'issue d'un vote par appel nominal, par 15 voix contre 3, avec une abstention. Les 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël

Se sont abstenus :

Uruguay

25. Après le vote, quelques États Membres ont fait une déclaration. Le représentant de la Grèce a souligné que ce vote avait pour objet de clore l'examen de la demande et que cette décision était lourde de conséquences. De l'avis de sa délégation, en closant l'examen de la demande, le Comité pénalisait l'organisation non gouvernementale en question puisqu'il n'examinait pas convenablement sa demande et qu'il ne lui donnait pas la possibilité de répondre aux allégations.

26. Les représentants du Soudan et du Nicaragua ont également pris la parole; ils estimaient qu'il était de la responsabilité du Comité de faire respecter la Charte et que ce vote ne devait pas être interprété comme la volonté de fermer la porte à des organisations non gouvernementales mais bien comme une nécessaire application des principes énoncés dans la résolution 1996/31.

27. Le Président a ensuite donné la parole au représentant du Vietnam, participant aux travaux en qualité d'observateur, pour qu'il fasse une déclaration générale. Le représentant a remercié le Comité d'avoir clos l'examen de la demande de l'organisation Khmers Kampuchea-Krom Federation et déclaré que cette décision permettait de respecter les principes énoncés dans la résolution 1996/31 et de sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale des États Membres.

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

28. À sa 15^e séance, le 3 février, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 23 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I d)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement

29. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 5^e séance et de sa 11^e à sa 13^e séance, du 25 au 27 janvier et les 1^{er} et 2 février 2016. Au total, il a examiné 275 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

30. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 152 organisations non gouvernementales ci-après, parmi les 275 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

ABAAD Resource Center for Gender Equality
Acclaim Otago
ACHE Internacional
Action communautaire femme et enfant
Action jeunesse pour le développement
Action pour la protection des droits de l'homme en Mauritanie
Action pour le développement humain au Congo
Agency for Health and Food Security
Al Manarah – Association for Arab Persons with Disabilities
Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement
All-Russian social movement « Association of Finno-Ugric peoples of the Russian Federation »
American Academy of Pediatrics
American Arabic Academy of Science and Technology
American Middle East Christians Congress
ANAJA – l'Éternel a répondu
Ariel Foundation International
Asian Association for Public Administration
Asian Disaster Preparedness Center
Asociación Hispano-Nigeriana para el Desarrollo Industrial y Comercial
Asociația Obștească « Centrul Ecologic-Recuperare, Reciclare, Reintegrare »
Association aide aux femmes et enfants
Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul
Association des étudiants tamouls de France
Association des fabricants européens de munitions de sport
Association du développement et de la promotion de droits de l'homme
Association for the Protection of Women and Children's Rights
Association Genèse
Association locale pour le développement intégral
Association malienne de savoir construire
Association mauritanienne pour la promotion des droits de l'homme
Association nationale de promotion et de protection des droits de l'homme
« Association of Women with University Education » Social Organization

Association pour le développement humain en Mauritanie
Bakhter Development Network
Barzani Charity Foundation
Beijing Non-Governmental Organizations Association for International Exchanges
British Nuclear Tests Veterans Association
Buddies Association of Volunteers for Orphans, Disabled and Abandoned Children
Bureau pour la croissance intégrale et la dignité de l'enfant
Center of Civil Initiatives Support
Centre d'accompagnement des filles désœuvrées
Change Human's Life
Christian Associations of Italian Laborers (USA)
Climate Change Excellence Africa
Coastal Association for Social Transformation Trust
College of the Atlantic
Community Systems Foundation
Compass Housing Services
Conquer Nepal
Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme
Corporación Cultural Nueva Acrópolis Chile
« Coup de pousse » Chaîne de l'espoir Nord-Sud
Covenant International University and Seminary
Development of Humane Action Foundation
Diplomatici
Disability Association of Tavana
Diversity Living Services
Enable India
Fédération internationale des organisations de donateurs de sang
Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko
Fondation Ngangambi
Fondation One Drop
Fondation Tamukwidi Matiti Donatien
Fondazione Rosselli

Foundation for the Study of Democracy and Geopolitics
France volontaires
FreeMuslim Association
Fundación Lobbying Social
Fundamental Human Rights and Rural Development
Generación Par
Geneva Consensus Foundation
Global Civic Sharing
Global Millennium Development Foundation
Global Millennium International
Global Youth Organization
Güçsüzler Yurdu Sakinleri Koruma Yardımlaşma Dayanışma Eğitim ve Kültür Derneği
Haitelmex Foundation
Human Rights Observers
Humanic Relief – Menschen Hilfswerk
Indian Trust for Rural Heritage and Development
Initiative d'opposition contre les discours extrémistes
Institute for Security and Safety
Instituto de Desenvolvimento e Direitos Humanos
International Detention Coalition
International Dialogue for Environmental Action Public Association
International Federation of the Blue Cross
International Health Council
International Young Professionals Foundation
Internationale Gemeinschaft für die Unterstützung von Kriegsopfern
Iraqi Society for Emergency Medicine
Isät lasten asialla
Japan NGO Center for International Cooperation
JCall – European Jewish Call for Reason
Jeevan Jyothi Charitable Trust
Kapo Seba Sangha
Karna-Subarna Welfare Society
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali

Kuwaiti Association for Learning Differences
Leah Charity Foundation
Los Angeles Community Action Network
Maiti Nepal
Malankara Social Service Society
March of Dimes Canada
Martial Arts Academy
Memory Trees Corporation
Microclinic International
Mouvement des jeunes pour le réveil et le développement
National Educational, Social and Traditional Knowledge Foundation
National Old Folks of Liberia
Network of Rural Women Producers
NGO Sustainability
Nimbus Foundation
Observatório Nacional de Segurança Viária e Veicular
ONG Aesadev Togo
Organization for Poverty Alleviation and Development
Orphan Charity Foundation
Pakistan Lions Youth Council Khanewal
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization
Palestinian Center for Development and Media Freedoms
Partnership for Human Rights
Partnership for Justice
Phamous Vision
Porini Welfare Association
Potohar Organization for Development Advocacy
Red, Paz, Integración y Desarrollo
Redemption Research for Health and Educational Development Society
Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement
(section Togo)
Réseau unité pour le développement de Mauritanie
Rural Development Foundation Global
Shelter and Settlements Alternatives : Uganda Human Settlements Network

Sindh Graduates Association
Sister to Sister : One in the Spirit
Société coopérative des agriculteurs du Cameroun – AGRIPO
Sri Ramanuja Mission Trust
Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research and Service
Stichting West European Confederation of Maritime Technology Societies
Sudanese Organization for Combating Violence against Women and Child
TERRE Policy Centre
The MILLA Project
Tort for Torture Victims Centre
Total Quality Management Magazine
True Worth Foundation
United Iraqi Medical Society for Relief and Development
Vision GRAM-International
WASH Network
Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing
World Mission Good Seed
World Wide Web Foundation
Young African Leaders Initiative
Youth Development of Congo
Youth for Community, Academic and Development Services
Youth Organizations for Drug Action

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

31. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 123 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2016 :

Action sécurité éthique républicaines
African Arts Institute
African Association of Remote Sensing of the Environment
Aleradah and Altageer National Society
Anti-Corruption Foundation
Asian Science Park Association
Association « Un enfant, un cartable » du Burkina Faso

Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire

Association for Integrated Sustainable Development Initiatives

Association of Pacific Rim Universities

Association of Youths with Vision

Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaidjanais-Iran

Association pour la lutte contre la dépendance

Association pour la solidarité et le développement durable

Association pour le développement durable la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté

Association Saemaul Undong Burundi

Association togolaise « Femmes et SIDA »

Association tunisienne de la santé de la reproduction

Ballerina Management Institute

Bancroft Global Development

Blacksmith Institute

Cameroon League for Development

Center for Democracy and Technology

Centre for Corrections and Human Development

Christian Solidarity International

Cities of Peace

Conglomeration of Bengal's Hotel Owners

Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos Iniciativa Rural del Estado Español

Coordination Wai (Eveil) relative à l'unité nationale et la lutte contre l'esclavage

Coptic Solidarity

Dalit Welfare Organization

Démocratie dans le monde

Development and Relief Foundation

Eaglesworth Human Empowerment Foundation

Earth Island Institute

Education, Communication and Development Trust

Entrepreneurship Development and Support Initiative

Europe Business Assembly
European Network on Independent living
Faith Matters Community Interest Company
Family Planning Association of Bangladesh
Fang Protective Services
Fédération de la ligue démocratique des droits des femmes
Festival pour la santé
Fondation Alkarama
Fondazione GEM
Fondazione Proclade Internazionale
FORUT Solidaritetsaksjon for Utvikling
Friendship Force
Frontier Reconstruction Welfare Agency
Fundación BBVA para las Microfinanzas
Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde
Gestos Soropositividade Comunicação e Gênero
Global Campaign for Education
Global Financial Integrity
Global Initiative for Positive Change
Global Network of Sex Work Projects
Glozells Renewable Energy and Environment Society
Gulf Centre for Human Rights
Heal the Land Initiative in Nigeria
Hill Tribes' Mission Aid of India
Horn of Africa Aid and Rehabilitation Action Network
Human Rights Foundation
Humanity Family Foundation for Peace and Development
Inimöguste Instituut
Insamlingsstiftelsen Kvinna till Kvinna
International Alliance of Carer Organizations
International Association for Religious Freedom, Coordinating Council for South Asia
International Gulf Organization
International Human Rights Organization

International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Organization for Promoting Public Diplomacy, Science,
Education and Youth Cooperation « Eurasian Commonwealth »
Ishaatool Mohammadiya Research and Development Foundation, Shevgaon
Karlen Communications
Kids and Teens Resource Centre
Lady Fatemah Charitable Trust
Leadership Initiative for Transformation and Empowerment
Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights
Liberia Widow Assistance and Development Agency
Ligue camerounaise des droits de l'homme
Lincoln Institute of Land Policy
Lotus Initiative for the Blind
Maison d'Abraham
Message Welfare Society
Missing Children Global Network
Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des
risques naturels
Narayan Sewa Sansthan
National Geographic Society
Neighbourhood Community Network
Neighbourhood Environment Watch Foundation
Network for Adolescent and Youth of Africa
Next Century Foundation
Ngamiland Council of Non-Governmental Organizations
Pakistan Society for the Rehabilitation of the Disabled
Pan African Institute for Entrepreneurship and Community Development
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services
Prajachaitanya Yuvajana Sangam
Pranab Gandharva Gurukul
Prime Initiative for Green Development
Rainy River District Women's Shelter of Hope
Reading Hamlets

RINJ Foundation
Ruldin-Society for Neglected Women of Nigeria
Saavan Foundation
Saint Monica University
Save the Earth Cambodia
Sickle Cell Foundation of Tennessee
Society for Environment and Development
Society for Protection of Street and Working Children
Society for the Widows and Orphans
Sovereign Imperial and Royal House of Ghassan
Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment
Strong Hearted Native Women's Coalition
Trustees of the University of Pennsylvania
Ugonma Foundation
Women Enabled
Women of Africa
World Christian Association for Peace and Assistance Ministry International
World Education Foundation
World Food Logistics Organization
Yale University
Youth Employment Service (Cameroon)

Demandes de reclassement

32. À ses 5^e et 10^e séances, les 27 et 29 janvier, le Comité a examiné six demandes de reclassement, dont quatre nouvelles, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/R.3, et deux dont l'examen avait été reporté, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.3. Il a décidé de reporter l'examen de la demande de reclassement des six organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur avait posées :

International Electrotechnical Commission
International Federation of Thanatologists Associations
Widows for Peace through Democracy
World Council for Curriculum and Instruction
World Evangelical Alliance
Yayasan Cinta Anak Bangsa

Demandes de changement de nom

33. À sa 11^e séance, le 1^{er} février, le Comité a examiné cinq nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.4. Il a décidé de prendre note du changement de nom de quatre des organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. b)] et de reporter l'examen de la demande de changement de nom de l'organisation ci-après, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il lui avait posées :

International Center for Alcohol Policies (statut consultatif spécial, 2011) en
International Alliance for Responsible Drinking

34. À la même séance, le Comité a examiné quatre demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif dont il avait reporté l'examen; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.5. Il a décidé de prendre note du changement de nom d'une des organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. b)] et de reporter l'examen des demandes de changement de nom des trois organisations ci-après, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur avait posées :

Doha International Institute for Family Studies and Development (statut consultatif spécial, 2009) en Doha International Family Institute

Syriac Universal Alliance (statut consultatif spécial, 1999) en World Council of Arameans (Syriacs)

The InnerCity Mission of Christ Embassy (statut consultatif spécial, 2014) en
InnerCity Mission for Children

Demandes d'organisations souhaitant être rayées de la liste des organisations dotées du statut consultatif

35. À sa 11^e séance, le 1^{er} février, le Comité a pris note de la demande présentée par une organisation non gouvernementale qui souhaite être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif en raison de sa dissolution (voir chap. I, projet de décision II).

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité**

36. À sa 11^e séance, le 1^{er} février, le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 47 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2002-2015, dont l'examen avait été reporté à des sessions antérieures (voir E/C.2/2016/CRP.2).

Le Comité a pris note du rapport de l'organisation ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. e)] :

International Institute for Non-Aligned Studies (2010-2013)

37. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 46 rapports quadriennaux présentés par les 36 organisations non gouvernementales suivantes :

Amnesty International (2008-2011)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Asociatia Pro Democratia (2007-2010)

Catholic Organization for Relief and Development Aid (2010-2013)

Catholics for Choice (2010-2013)

Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Centrist Democratic International (1998-2001)

Centrist Democratic International (2002-2005)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)

DiploFoundation (2010-2013)

EarthRights International (2008-2011)

End Human Trafficking Now (2007-2010)

European Union of Jewish Students (2010-2013)

Federation of Western Thrace Turks in Europe (2010-2013)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)

Freedom House (2007-2010)

Global Environmental Action (2009-2012)

Human Rights First (2007-2010)

Human Rights Watch (2009-2012)

International Commission of Jurists (2009-2012)

International Development Enterprises (India) (2009-2012)

International Federation of Journalists (2005-2008)

International Federation of Journalists (2009-2012)

International PEN (2006-2009)

International Press Institute (2001-2004)

International Press Institute (2005-2008)

International Press Institute (2009-2012)

International Shinto Foundation (2009-2012)

International Union of Socialist Youth (2005-2008)
 Kimse Yok Mu (2010-2013)
 National Council of Women of Thailand (2000-2003)
 Reporters sans frontières international (2005-2008)
 Reporters sans frontières international (2009-2012)
 Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
 Simply Help (2009-2012)
 Society for Threatened Peoples (2001-2004)
 Society for Threatened Peoples (2005-2008)
 Society for Threatened Peoples (2009-2012)
 Syriac Universal Alliance (2007-2010)
 Ukrainian World Congress (2003-2006)
 Ukrainian World Congress (2007-2010)
 Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
 Vital Voices Global Partnership (2010-2013)
 Women for Women's Human Rights : New Ways (2009-2012)
 World Organisation against Torture (2010-2013)

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

38. À sa 10^e séance, le 29 janvier, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 404 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2016/2 et E/C.2/2016/2/Add.1 à 26). Il a pris acte de 360 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 44 organisations suivantes :

AARP (2011-2014)
 Academy of Criminal Justice Sciences (2011-2014)
 Asian Centre for Human Rights (2011-2014)
 Associated Country Women of the World (2011-2014)
 Association for Progressive Communications (2011-2014)
 Buddha's Light International Association (2011-2014)
 Caritas Internationalis (2011-2014)

Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables (2011-2014)

Club of Madrid (2011-2014)

Community of Sant'Egidio (2011-2014)

Confederazione Generale Italiana del Lavoro (2011-2014)

Congregations of St. Joseph (2011-2014)

Conscience and Peace Tax International (2011-2014)

Consultative Council of Jewish Organizations (2011-2014)

Coordination immigrés du sud du monde (2011-2014)

Credo-Action (2011-2014)

Cross-Cultural Solutions (2011-2014)

Defence for Children International (2011-2014)

Economists for Peace and Security (2011-2014)

European Centre for Law and Justice (2011-2014)

Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)

First Nations Summit (2011-2014)

Forum for Women and Development (2011-2014)

Heritage Foundation (2011-2014)

Human Rights First (2011-2014)

Indian Council of Education (2011-2014)

International Bar Association (2011-2014)

International Fellowship of Reconciliation (2011-2014)

International Service for Human Rights (2011-2014)

Korean Institute for Women and Politics (2011-2014)

Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)

Movement for a Better World (2011-2014)

National Council of German Women's Organizations (2011-2014)

Nonviolent Peaceforce (2011-2014)

Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty (2011-2014)

Pax Christi International (2011-2014)

Planned Parenthood Federation of America (2011-2014)

Priests for Life (2011-2014)

Redress Trust (2011-2014)

Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)

Society for Industrial and Organizational Psychology (2011-2014)

Society for the Protection of Unborn Children (2011-2014)

SOS Kinderdorf International (2011-2014)

Tandem Project (2011-2014)

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

39. À sa 1^{re} séance, le 25 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

40. Le Service des organisations non gouvernementales a insisté sur la nécessité d'augmenter comme il se doit ses ressources humaines et financières, notamment celles consacrées au système sans papier et, en particulier, de renforcer au maximum son efficacité pour lui permettre de faire face à la charge de travail accrue du Comité. Il a également été demandé au Comité d'examiner les moyens d'aider le Service à appuyer l'application des tâches visées dans les différentes dispositions complémentaires de la résolution 1996/31.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

Recommandations concernant l'amélioration des méthodes de travail du Comité

41. Des délégations ont demandé à disposer de plus de temps pour réfléchir aux éléments susceptibles de contribuer à améliorer les méthodes de travail du Comité. Des consultations se tiendraient à cette fin ultérieurement. Le Comité a pris note des avis utiles exprimés par ses membres à cet égard.

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

42. À sa 11^e séance, le 1^{er} février, le Comité a examiné trois notes verbales adressées par le Gouvernement haïtien au sujet du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Promotion pour le développement, dont le siège est en Haïti, et en a pris note.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

43. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2016 du 25 janvier au 3 février et le 16 février. Il a tenu 16 séances.

44. La session a été ouverte par l'un des vice-présidents du Comité pour la session de 2016, Farid Jabrayilov (Azerbaïdjan), qui a assuré la présidence à titre provisoire.

45. À la 1^{re} séance, le 25 janvier, le Président du Comité, Jorge Dotta (Uruguay), a fait une déclaration et le Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales a fait une déclaration liminaire.

B. Participation

46. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote E/C.2/2016/INF/1.

47. À sa session ordinaire de 2016, le Comité a entendu 20 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

48. À sa 1^{re} séance, le 25 janvier, le Comité a élu Jorge Dotta (Uruguay) Président.

49. À la même séance, il a élu Elif Çaliskan (Turquie), Farid Jabrayilov (Azerbaïdjan) et El Hacen Eleyatt (Mauritanie) Vice-Présidents. À sa 6^e séance, le 27 janvier, il a élu Forouzadeh Vadiati (République islamique d'Iran) Vice-Présidente.

50. À sa 1^{re} séance, le 25 janvier 2016, il a été décidé que M. Jabrayilov assurerait également la fonction de Rapporteur.

D. Ordre du jour

51. À sa 1^{re} séance, le 25 janvier 2016, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2016, publié sous la cote E/C.2/2016/1. L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2017 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2016

52. À sa 15^e séance, le 3 février 2016, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.
53. À sa 16^e séance, le 16 février 2016, le Comité a adopté le présent rapport.
-